



## **Les conditions de vie des Roms dans la Région Provence-Alpes-Côte- d'Azur**

### **Compte-rendu de la réunion tenue le 20 mars 2009 au Conseil Régional**

Présents : 8 élus : Conseillers régionaux : F Brassart J Olivier , A Reversat  
Conseillers municipaux M. Bourgat , G. Gross, E. Grangier, R. Bret  
Excusés 4 : Ph. Chesneau, J.C. Benhamias, A. Guinde, R. Ruzé.

Représentants associatifs : Chloé Fauzy : Romeurope, Fathi Bouaroura : Fondation Abbé pierre, Philippe Rodier : Médecins du Monde, Isabelle FARGE Marion Bonnet : AMPIL, Alain FOUREST Marc Durand : Rencontres Tsiganes, Emmanuel Grossettete : SICHEM Toulon.

Après avoir remercié les conseillers régionaux pour leur accueil, les représentants associatifs font part de leurs graves inquiétudes concernant les conditions dans lesquelles vivent dans la région et tout particulièrement le département des Bouches-du-Rhône, quelques centaines de familles Roms migrantes originaires des Balkans et principalement de Roumanie. Malgré les aides diverses apportées par les associatifs, la situation de ces familles ne cesse de se dégrader et la multiplication des squats est à l'origine de conflits inquiétants avec le voisinage. Malgré de nombreuses interventions auprès des diverses instances locales, à ce jour, aucune réponse satisfaisante n'a été mise en œuvre localement.

Le contact avec ces familles permet de comprendre leurs motivations depuis l'entrée de la Roumanie dans l'Union Européenne. Victimes dans leur pays d'origine d'un rejet historique et d'une situation économique qui les marginalisent, ils trouvent ici un refuge qui leur permet de survivre et en particulier de scolariser leurs enfants. Même s'ils maintiennent des liens étroits avec leur pays d'origine qu'ils regagnent fréquemment, beaucoup d'entre eux projettent de rester en France comme leur permet la réglementation européenne. Il convient donc d'en prendre la mesure en leur permettant l'accès aux droits économiques et sociaux : emploi , logement, santé, éducation etc....

Contrairement à certains discours parfois teintés de xénophobie, Il ne s'agit pas d'un vague migratoire massive qui serait accentuée par des conditions d'accueil trop favorables. Comme le démontrent certaines initiatives concrètes prises ailleurs en France, la mise en place par les élus locaux de programmes d'accueil, permet l'insertion de ces familles sans difficulté particulière.

Il est fait état des initiatives engagées par le collectif national Romeurope : information et sensibilisation des élus, échange de bonnes pratiques, signature d'un appel national adressé au gouvernement et de l'Union européenne. Réunion d'un groupe d'élus à l'Assemblée Nationale Mise en place d'un groupe d'étude au sein de l'Assemblée des maires des grandes villes etc..

Sur le plan local, à Fréjus et Toulon une coordination administrative et associative permet de répondre aux besoins les plus urgents des familles. A Marseille, l'adjoint au maire est à la recherche de solutions permettant d'éviter le développement des squats. Il estime cependant que la responsabilité de l'Etat est directement engagée et que le préfet doit prendre l'initiative d'une coordination des divers services concernés. Divers contacts ont eu lieu depuis avec Monsieur REYNAUD Secrétaire Général adjoint de la Préfecture des Bouches-du-Rhône qui vient d'être chargé de ce dossier. Il prévoit de convoquer une réunion dans les prochaines semaines. A Aix-en-Provence, des familles survivent dans un bidonville grâce à l'aide d'un grand nombre de bénévoles associatifs. La mairie qui a été déboutée d'une demande d'expulsion a fait appel. La Cours d'appel doit en décider le 4 mai.

Il est convenu les points suivants : l'appel national doit faire l'objet d'une diffusion plus large auprès des élus de la région et notamment auprès de l'Union des Maires. Romeurope et les associations sont à la disposition des élus pour faire connaître les expériences et les bonnes pratiques. Les associations poursuivront leurs missions d'assistance humanitaire et leurs actions d'information de l'opinion publique permettant de lutter contre les préjugés dont ces familles sont trop souvent les victimes. Le festival LATCHO DIVANO qui se déroule à Marseille participe directement à ce travail de sensibilisation.

Fait à Marseille le 3 avril 2009

Collectif ROMEUROPE Paris :	fax 01 40 3512 40	<a href="mailto:chloe.fauzy@romeurope.org">chloe.fauzy@romeurope.org</a>
Médecins du Monde: Mission France Marseille. Tél 04 95 04 56 03 -		<a href="mailto:mf.marseille@medecinsdumonde.net">mf.marseille@medecinsdumonde.net</a>
Rencontres Tsiganes :	Tél 04 91 31 31 27 -	<a href="mailto:rencontrestsiganes@wanadoo.fr">rencontrestsiganes@wanadoo.fr</a>
Fondation Abbé Pierre :Agence PACA tél 04 91 50 61 77		<a href="mailto:fbouaroua@fondation-abbe-pierre.fr">fbouaroua@fondation-abbe-pierre.fr</a>
AMPIL	tél 04 96 17 63 40	<a href="mailto:ampil@wanadoo.fr">ampil@wanadoo.fr</a>